



Paraît le  
Mardi  
Jeudi  
Samedi

# La Commune

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste  
BOLCHEVIK-LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA  
IV<sup>e</sup> Internationale

Communistes et socialistes votent le statut moderne

## Pas d'échelle mobile sans contrôle ouvrier



Le premier des projets de loi du « statut moderne du travail » a été adopté à la Chambre. On voit sur cette pièce comment l'opération sera menée dans l'ensemble pour fabriquer toute la CAMISOLE DE FORCE.

La réaction y obtient quelques avantages substantiels ; les représentants des ouvriers ont compromis leur position pour ne pas se heurter avec le gouvernement... Et demain le Sénat aggravera les dispositions prises.

Un fait à bien établir : dans la loi, IL N'Y A PAS D'ECHELLE MOBILE.

Quand la hausse des prix sera supérieure à 5 %, une augmentation pourra être accordée si la situation de l'industrie le permet. Mais qui peut contrôler cette condition ?

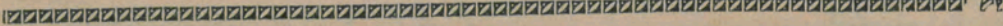
La loi ne donne ce contrôle qu'aux arbitres placés sous le secret professionnel, et les pièces contrôlables ne seront que celles données par les syndicats patronaux et les Chambres de commerce : il n'y aura pas de comptabilité des entreprises. Pour exercer un véritable contrôle, le seul moyen efficace est entre les mains des ouvriers, par la création de CONSEILS D'USINES, élus démocratiquement par l'ensemble des travailleurs et qui — en employant les compétences nécessaires — imposeront leur contrôle sur tous les services de gestion de l'entreprise même.

Pas de contrôle ouvrier sur les entreprises. Qui s'en étonnerait des socialistes, des communistes, des dirigeants de la C.G.T. ? Ils sont aussi contre le contrôle ouvrier dans leurs organisations. La C.G.T. n'avait-elle pas dit : l'échelle mobile ou sinon la lutte... L'action parlementaire, ajoutait Jouhaux, ne vaut que par l'action ouvrière. Et qu'ont-ils fait ?

Loin de pousser les ouvriers à l'action contre un statut qui menaçait le droit de grève et pour l'échelle mobile, la C.G.T. a négocié à l'Hôtel Matignon et dans les couloirs de la Chambre une formule transactionnelle. Demain, elle s'efforcera avec, en premier lieu, l'aide des staliniens, de faire accepter aux travailleurs cette formule ou une autre aussi ou plus misérable, exigée par le Sénat républicain.

L'action parlementaire ne vaut que par l'action ouvrière. Mais ils torpillent l'action ouvrière, en la subordonnant à des combinaisons parlementaires pourries.

Pour défendre leurs revendications, pour empêcher que leur standard de vie soit avili par la hausse des prix, tout comme pour empêcher la bourgeoisie d'armer les bandes fascistes au moyen des bénéfices prélevés sur leur travail, les prolétaires doivent avoir pour revendication centrale le CONTROLE OUVRIER. Ils ne l'auront pas au moyen de votes parlementaires, ils l'imposeront par la lutte. Pour la mener, il faut constituer dans chaque usine, chaque quartier, des cellules de partisans de la IV<sup>e</sup> Internationale dont la tâche essentielle sera de grouper les révolutionnaires pour bâtir le conseil d'usine (Soviet) et exercer le contrôle ouvrier !



Dans un numéro de « La Commune » (n° 59) du 11 juin 1937, nous avons osé expliquer que « les bandes fascistes devaient être écrasées non par le bulletin de vote, mais par le plomb », et nous avons appelé à ce moment, comme d'ailleurs encore maintenant, les travailleurs à la lutte armée contre le fascisme.

C'est pour cet appel très précis, et auquel, si la justice bourgeoise croit avoir « tout à retenir... » nous n'avons, nous, rien à retirer, que notre camarade Raymond Molinier, gérant de « La Commune » à cette époque, doit comparaître en correctionnelle, le mardi 22 février.

Aux ordres des Duseigneur, Deloncle, Doriot, La Rocque et Cie, ces messieurs les chats-fourrés s'empresment de poursuivre les militants ouvriers, laissant s'enfuir les assassins de Reiss (Grossowsky) et dirigeant les chefs fascistes du C.S.A.E. dans des cliniques de tout repos.

## Staline responsable de la mort de L. Sedoff

Son alliée la police française met à l'abri des poursuites les complices de l'assassinat de Reiss, et du guet-apens de Mulhouse contre L. Sedov !

La mort de L. Sedov s'ajoute à la longue liste des bolcheviks-léninistes russes tombés sous les coups de la contre-révolution stalinienne. Le vigoureux militant qu'était L. Sedov est mort des conséquences directes des persécutions du Guépéou. Les hommes du Guépéou, leurs valets politiques, les Thorez et autres, ont reçu l'accusation à la face et ne s'indignent pas ; pourquoi s'indigneraient-ils ? N'ont-ils pas condamné L. Sedov à mort ? N'ont-ils pas avoué que Reinata Steiner l'avait attiré dans un guet-apens à Mulhouse ? N'ont-ils pas fait disparaître son frère Serge ? N'ont-ils pas les mains encore rouges du sang de Reiss ?

Cette volonté du Guépéou de l'exterminer, L. Sedov en avait clairement conscience. Dans une conversation récente, il exprimait combien il n'avait à ce sujet aucune illusion.

Télégramme officiel qui laisse supposer une longue maladie : Paris. — Le fils de Trotsky, Léon Sedov Trotsky, vient de mourir des suites d'une opération, à la clinique Mirabeau, rue Narcisse-Diaz, où il était en traitement depuis le début du mois de février.

La responsabilité de la mort, l'appareil stalinien l'a prise sans équivoque. Toutes les tentatives de ses alliés pour masquer ce fait sont autant de moyens d'atténuer ce fait qui domine tous les autres et qui permet de conclure que le Guépéou stalinien n'aurait pas reculé devant les manœuvres les plus troubles qui ont provoqué une mort si foudroyante, nullement en rapport avec les explications médicales embarrassées.

Nous avons pour tâche d'éclairer tous les points équivoques, et cette tâche, nous la remplissons sans confiance dans cette justice « républicaine », laquelle, quelques heures après la mort de L. Sedov, tenta de s'approprier ses archives et, le lendemain même, ordonna la mise en liberté de Ducomet, qui fut un des complices de l'assassinat de Reiss et un organisateur du guet-apens de Mulhouse contre L. Sedov !

Grossowsky, remise en liberté, s'enfuit ; Ducomet est remis en liberté ! voici bien la complicité de classe établie entre les polices de Staline et de Chautemps !



## Hitler parle Eden démissionne

**P**RES de trois heures de discours au Reichstag mais pas d'imprévu. L'apologie du régime d'abord ; des chiffres, beaucoup de chiffres pour montrer la forte progression de la productivité allemande depuis 1933, mais rien sur l'exploitation des masses, leur misère cachée. L'affirmation de la victoire du parti nazi sur toute opposition en Allemagne, ce qui est bien vrai, mais assez précaire et dépend avant tout de l'évolution des événements dans d'autres pays (France, Angleterre, Espagne).

Sur le plan extérieur, le discours apporte l'assurance de fidélité au triangle Berlin-Rome-Tokio : Souhaits pour la victoire du Japon, affirmation que la victoire des républicains en Espagne serait une rupture d'équilibre intolérable en faveur de Moscou, réclamations à terme indéterminé des anciennes colonies, mais, revendication quasi-immédiate de la main-mise allemande sur l'Europe Centrale : Autriche et Tchécoslovaquie.

Le ton, assez habile, est très ferme et ne laisse place à aucune équivoque ; Hitler ira résolument de l'avant, son offensive va s'accroître en étroite liaison avec Rome et Tokio. Les premiers objectifs sont : la victoire de Franco, l'Anschluss 100 %, la vassalisation de la Tchécoslovaquie, l'isolement de l'U.R.S.S.

Faisant écho aux paroles d'Hitler, la Cité de Londres exigeait le départ d'Eden. Nouvelle victoire de l'axe Berlin-Rome et nouveau coup dur pour l'impérialisme français.

Le départ d'Eden, c'est l'orientation anglaise vers l'accord immédiat à tout prix avec l'Italie d'abord, avec Berlin peut-être ensuite. C'est aussi un pas en avant vers la fascisation de l'Europe chère à Mussolini et aux banquiers de Londres et Paris.

Mais tout ceci n'ira pas droit, de fortes réactions vont suivre : Une grave crise politique s'ouvre en Angleterre, les exigences de Mussolini seront dures à avaler, la diplomatie française, absolument désorientée, va devoir choisir : Berlin ou Moscou ; le discours d'Hitler, le départ d'Eden auront en France des conséquences énormes ; au prolétariat d'être vigilant et de jouer son jeu pour sa victoire.

### Abonnement à « LA COMMUNE » :

Un an .....	30 fr.
6 mois .....	15 fr.
3 mois .....	8 fr.
Compte Chèque postal :	
BRAUSCH 1773-01 Paris	

Journal composé et tiré par des ouvriers syndiqués.  
IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE »  
Le Gérant : A. BASTIDE.

## LES METALLOS DU NORD AVAIENT VOTE LA GREVE, ILS N'AVAIENT PAS MANDATE DE DELEGATION POUR ALLER CHEZ FROSSARD



Lille, le 16 février 1938.

Au Congrès des Métaux, il y eut un certain tirage de la part des camarades délégués de l'arrondissement de Valenciennes qui, eux, voulaient entrer en grève de suite. Ce n'est qu'après de longues interventions de Semat et de Bourneton que Valenciennes se rangea à la motion finale. Les sus-nommés firent vibrer, pour justifier leur attitude scandaleuse, la corde sentimentale, et entre autres la question des congés payés pour 1938, en alléguant, par exemple, que si les ouvriers se mettaient en grève de suite ils risquaient de ne pas obtenir ces congés !!!

La vérité, c'est que la délégation qui s'est rendue à Paris a violé le mandat qu'elle avait reçu des métallos.

D'abord personne n'avait sollicité que celle-ci y aille ; cela a été forgé de toutes pièces par Bourneton. La délégation qui représentait 70.000 ouvriers qui avaient voté pour la grève sur 80.000 votants, n'avait pas non plus le mandat de proposer huit jours de trêve.

Ce matin, le mécontentement était si grand, les copains s'attendaient à une grève pour le 17 et voilà qu'ils apprennent que huit jours sont accordés aux patrons pour répondre à une nouvelle demande. Je suis persuadé que Semat et Bourneton avaient eu une conversation avec Frossard sur la question des huit jours, ceci pour permettre aux patrons, d'abord de finir les commandes en cours, notamment pour la guerre.

Dans ma boîte — et j'ai appris ce soir qu'il en était de même dans beaucoup d'autres — les chefs d'ateliers avaient reçu l'ordre d'activer pour finir les commandes. Dans la mienne, les ouvriers qui, hier encore étaient deux sur un boulot, ont été triplés pour finir (les soudeurs notamment). Cet après-midi, à deux heures, les wagons étaient déjà là pour être chargés. Tout a bien été préparé.

Demain soir, les délégués des usines assisteront à un compte rendu de ce Congrès, qui n'aura d'autre but que de leur faire avaler la pilule. Il y aura certainement du grabuge.

De toutes façons, la grève aura lieu, car les patrons n'offriront rien de plus.

### LES P.P.F. DIRIGENT LES COMMUNAUX DE PIERREFITTE. A QUI LA FAUTE ?

Le 4 novembre 1937, les Services Publics devaient faire un mouvement pour les revendications. Les P.P.F. adhérents à la section syndicale affichèrent que nous étions des gréviculteurs et qu'ils avaient l'intention de travailler.

La Section, à cette époque dirigée par un camarade pour la IV<sup>e</sup> Internationale qui a toujours fait ses preuves dans l'action, demanda au Centre syndical des sanctions : Pas de réponse.

**C**HACUN des six projets de loi qui constituent le « Statut moderne du travail » contient, avons-nous dit, des dispositions éminemment antiouvrières.

Nous l'avons montré, en ce qui concerne le droit de grève et le statut des délégués du personnel. Avant d'examiner le projet déjà amendé et voté à la Chambre sur les procédures de conciliation et d'arbitrage, projet destiné à compléter directement la loi sur l'arbitrage obligatoire, nous allons examiner le projet le plus court de tous ceux présentés, celui sur les « conventions collectives du travail ».

Projet très court puisqu'il ne contient qu'un seul et unique article, mais il suffit à lui-même.

Une des plus importantes conquêtes de la grève de juin 1936, c'est bien l'établissement des conventions collectives du travail. Que les réformistes et les stalinistes tentent d'en faire des machines de « paix sociale », qui consacrent les rapports capitalistes, cela n'a rien de surprenant — ils sont dans leur rôle. Il n'en reste pas moins que les conventions collectives contribuent à conserver la solidarité de classe et, par suite, leur contenu correspond au rapport de forces entre exploités et exploités au moment de l'établissement des conventions.

## LE COIN DU

Or, les P.P.F. ont maintenant la direction de la Section (à une voix de majorité il est vrai). Mais à qui la faute ? N'est-ce pas parce que les staliens ne veulent à aucun titre d'un gars de la IV<sup>e</sup> au secrétariat ? Ils préfèrent des P.P.F.

Le « Soviet de Pierrefitte » fera connaître la cuisine locale P.C., P.S., P.P.F. où l'on fabrique l'union sacrée.

### JUSTICE DE CLASSE A LYON

Après la condamnation des ouvriers de l'usine Gillet que « la Commune » a relatée en son temps, la cinquième Chambre correctionnelle de Lyon vient de rendre une fois de plus un jugement de classe.

Pendant la dernière campagne électorale pour les élections cantonales, une discussion politique mettait aux prises dans un café de Saint-Fons, commune très industrielle de la banlieue lyonnaise, M. Bassi, militant du parti social français et un groupe d'ouvriers. Ces derniers s'apercevant que le P.S.F. était armé d'un revolver, lui administrèrent une correction justifiée. Puis mettant en pratique les conseils du parti communiste français, ils menèrent Bassi au commissariat de police pour lui faire dresser une contravention. Le commissaire dressa procès-verbal à Bassi pour port d'armes prohibées, mais il en fit autant pour huit ouvriers pour coups et blessures.

La finale eut lieu au Palais de Justice où le P.S.F. Bassi fut condamné à 50 francs d'amende avec sursis.

Pour les huit ouvriers ayant eu confiance en la justice bourgeoise, ils doivent avoir maintenant compris.

Deux se battent actuellement en Espagne : 15 jours de prison sans sursis.

25 francs d'amende sans sursis à un autre.

16 francs d'amende sans sursis à trois d'entre eux.

Deux sont acquittés.

Ce n'est pas un cas isolé. Ce jugement de classe est cité parmi quantité d'autres et la classe ouvrière lyonnaise est encore toute indignée de l'acquiescement de l'assassin du militant Fuentes.

Camarades, le P.C.I. vous demande de n'avoir aucune confiance dans le capital et l'Etat le représentant. Chaque fois qu'une telle confiance vous sera demandée, dites-vous bien que c'est une duperie dont vous ferez les frais.

N'ayez confiance qu'en vous-même et en personne autre pour appliquer votre justice.

### AU BAGNE DU 93<sup>e</sup> R.A.M. A GRENOBLE

Dépendre la vie des encasernés au 93<sup>e</sup> régiment d'artillerie de montagne, c'est dépendre la vie que l'on mène dans un des plus durs régiments de France.



Le « statut moderne du  
Les conventions co  
effectivement suppri

Le patronat ne veut pas avoir de convention collective avec ses exploités. Car, dans la mesure où il s'agit d'un rapport de forces entre classes, sa propriété capitaliste n'est pas atteinte sous sa forme matérielle, mais dans son droit d'exploiter à sa guise la plus complète, les ouvriers, au moyen de cette propriété.

L'article unique que voici, du projet proposé, donne au patronat le moyen de se débarrasser des conventions collectives :

« L'article 31 vb du Livre 1<sup>er</sup> du Code du Travail est complété ainsi qu'il suit :

Si dans un délai d'un mois à compter du jour où le ministre du travail a été saisi du différend par l'une des parties, un accord n'a pu être réalisé sur la conclusion ou le renouvellement des dispositions contenant des règles générales sur l'organisation professionnelle des rapports entre employeurs et travailleurs seront provisoirement appliquées aux parties jusqu'à la conclusion définitive de la convention.

Ces dispositions seront établies pour chaque catégorie professionnelle par des règlements d'administration publique pris après consultation des organisations patronales et ouvrières les plus représentatives et du Conseil national économique. »

En te  
Les c  
an, con  
chaque  
nal) a  
vention  
révision  
pas des  
conduct  
Dans  
dénonc  
lioration  
de gara  
faire se  
faire se  
il n'y a  
reprises  
ment p  
Mais, c  
avant f  
dant s  
provis  
tration  
riel).  
Prati  
blique



# DU PROLO

Dans ce régiment, devenu disciplinaire, parce que ses composants avaient, en 1920, jeté les canons dans l'Isère, les gradés, quels qu'ils soient, se montrent d'une férocité et d'une méchanceté proverbiales.

Nous allons voir quelle situation est faite aux canonniers qui le composent, au point de vue de la liberté dont ils peuvent disposer. Pour les jours de semaine, on ne peut être libres qu'après la soupe, celle-ci ne sonne jamais avant six heures un quart, heure réglementaire, alors que dans le Génie et dans les Chasseurs elle a lieu à 5 h. 30.

Tous les canonniers devant assister obligatoirement à la soupe et en tenue de travail, aucun d'eux ne peut être sorti de la caserne avant sept heures du soir. Donc deux heures par jour.

Pour le dimanche, Réveil une demi-heure plus tard. Travail obligatoire pour tous jusqu'à onze heures, heure à laquelle a lieu la soupe. Liberté à ce moment-là jusqu'à trois heures où tout le monde doit être à l'abreuvoir. Seules, une ou deux batteries font faire l'abreuvoir à tour de rôle.

La situation est la même au 2<sup>e</sup> R.A.M. Tous les autres régiments : liberté le dimanche toute la journée. On se rend facilement compte de la vie que l'on doit supporter.

Pour les permissions, permissions de spectacles le jeudi et le dimanche soir, deux permissions de vingt-quatre heures ou une de trente-six heures par mois.

Mais rares sont ceux qui en profitent, parce qu'on pratique ici le chantage aux permissions jusqu'à l'extrême. Nous verrons bientôt dans quelles conditions.

## LA RELIGION EST L'OPIUM DU PEUPLE

Dans le journal du Parti Communiste de la région, « La Voix Populaire », le responsable Berger, de la section communiste de Corbeil, se plaint que l'abbé de cette ville prononce des sermons qui ne peuvent que nuire aux bons rapports entre communistes et catholiques, qui laissent douter de leur sincérité vis-à-vis de ces bons chrétiens et termine son petit article en renouvelant une fois de plus le serment de Maurice Thorez en demandant de l'indulgence de la part de Monsieur l'Abbé.

Comme on le voit, ces messieurs satiniens, de la base au sommet, sont contaminés par leurs luttes contre-révolutionnaires et de collaboration de classe, la main tendue à leurs frères des syndicats professionnels, la main tendue aux catholiques, la reconnaissance de la religion. Les voici loin de la pensée et des paroles de Lénine, dont ils ont encore le culot de se réclamer : « La religion est l'opium du peuple ».

Et vous, les anciens révolutionnaires, fondateurs et membres avec Jean Rouge de la Libre pensée

demer du travail"  
ions collectives  
t supprimées



révolutionnaire, que pensez-vous de cela ? Aujourd'hui, vous suivez comme de bons moutons, vous avez laissé dissoudre votre organisation et, à la place de manger du curé, vous aussi vous lèchez la main.

Un libre penseur révolutionnaire.

## LE SCANDALEUX ARBITRAGE DE LA GREVE TAILLET A PUTEAUX

Après 28 jours de grève, les employés, ouvriers et ouvrières du magasin « Taillet » avaient consenti, sous la pression du Syndicat, à évacuer les locaux pour la neutralisation des magasins. Promesse leur avait été faite qu'au cas d'évacuation un arbitrage serait rendu dans les huit jours. En effet, la sentence a été rendue jeudi 18 et, le soir même, il y avait réunion du personnel où le citoyen Pelletan, responsable du Syndicat de l'Habillement, mit les travailleurs au courant des modalités de la sentence rendue. Quelle sentence ! Une véritable trahison de la part des dirigeants qui veut accepter des conditions aussi désastreuses pour les travailleurs de chez Taillet.

Rappelons la genèse du mouvement. La Maison Taillet voulait licencier 32 ouvriers des ateliers malgré un contrat particulier qui obligeait la direction à garder l'ensemble du personnel jusqu'au mois de septembre avec garantie de 40 heures de travail par semaine. Devant l'attitude de la direction qui invoquait la diminution des affaires, l'ensemble des travailleurs du magasin réclama la réduction des heures de travail à 20 heures par semaine pour permettre de conserver l'ensemble du personnel.

Nouveau refus de la direction. Les ouvriers décidèrent de se mettre en grève avec occupation des ateliers.

Les employés du magasin les suivent par solidarité et nous voici donc aujourd'hui au fameux arbitrage qui met un terme à cette belle bataille de classe :

- 1<sup>o</sup> Fermeture des ateliers vêtements sur mesure — ce qui porte le nombre des licenciés de 32 à 70.
- 2<sup>o</sup> Les ouvriers de la Confection devraient augmenter la production de 15 % avec le même salaire.

3<sup>o</sup> L'ensemble du personnel n'aura que huit jours de vacances cette année pour compenser les pertes de la maison, dues à l'arrêt du travail.

Comme chez Goodrich, le responsable s'efforça de faire passer cet arbitrage pour un succès. Il a employé les mêmes procédés d'intimidation et de démoralisation : « Si vous rejetez l'arbitrage, la maison, qui est en difficultés financières avec Paris-France, fermera ses portes et vous jettera à la rue ».

Il y eut quand même un camarade pour s'élever contre un tel arbitrage et se déclarer solidaire des anciens et nouveaux licenciés, insistant pour que le travail ne soit pas repris sur un pareil chantage de la peur de la direction de la boîte.

12<sup>e</sup>. — Vendredi 25 Février, à 21 h. — Première conférence du 12<sup>e</sup> arrondissement, 219, faubourg Saint-Antoine, où sera traité :

Qu'est-ce que le Parti Communiste Internationaliste ?  
Ce qu'il veut.  
Que tous les révolutionnaires y assistent.

vières contestées par le patronat. En effet, les hauts fonctionnaires, au service du patronat, se retrancheront derrière l'argument fallacieux suivant : nous ne pouvons préjuger sur l'accord ou l'arbitrage final en introduisant des clauses litigieuses. Autrement dit, ce que les ouvriers demanderont et que les patrons ne voudront pas donner ne se trouvera pas dans les dispositions « provisoires ». Mais ce provisoire durera longtemps, il n'y a aucune raison pour qu'il cesse, en l'absence du recours à la grève par les ouvriers. En place des conventions collectives garantissant certaines revendications, il ne restera que des dispositions reconnaissant le niveau le plus bas. Une convention collective provisoire minimum de ce genre, c'est pareil à pas de conventions collectives.

Sous la pression ouvrière, la C.G.T. s'était prononcée pour des « conventions collectives nationales » tendant à élever toutes les couches ouvrières au standard le plus élevé. Avec le « statut moderne », on reviendrait au régime antérieur à juin 1936.

A ceux qui ont attribué les conquêtes de juin 1936 au Front populaire, la preuve est là : le Front populaire n'a rien donné à ce moment, le Front populaire ne peut que reprendre ce que la grève avait arraché !

## A propos du meeting du S.I.A.

LE S.I.A., à son meeting de Japy, rassembla plusieurs milliers de travailleurs, la composition de la salle était essentiellement prolétarienne. Les exposés tendirent, avec plus ou moins de confusion, tous au même but : la solidarité avec les révolutionnaires en Espagne, victimes de la « démocratie républicaine », animée par le stalinisme.

Une commission d'enquête fut désignée pour se rendre en Espagne et obtenir la libération des travailleurs emprisonnés ainsi que faire la clarté nécessaire sur l'assassinat ou la disparition de nombreux militants révolutionnaires dont Nin, E. Wolff, Landau, Moulin, etc...

Le problème que nous voulons aborder dépasse les critiques importantes que l'on peut à juste titre formuler sur le caractère confus de la propagande faite par le S.I.A. Son affiche, par sa confusion, était susceptible d'affaiblir son but : Amnistie en Espagne, arrivait dans le texte après un appel à l'union qui eut mérité de voir préciser les bases de cette union... Quant à l'amnistie nécessaire, il ne faut pas manquer d'indiquer qu'elle ne doit viser que les seuls révolutionnaires et non les fascistes dans les prisons républicaines.

Les militants du S.I.A. nous répondront que le S.I.A. n'est pas une organisation « strictement politique », que l'organisation large de la solidarité implique l'union de tendances bien différentes d'où résultent certaines formulations confuses. Nous avons déjà, dans « la Commune », mis en garde sur le fait que les tendances qui s'unissent pour la solidarité matérielle, écartaient, dès leur constitution, dans toutes leurs manifestations, les organisations pour la IV<sup>e</sup> Internationale, mouvement qui subit, à l'heure présente, en Espagne, en U.R.S.S., en Allemagne, en Autriche, la répression la plus violente. Cette attitude n'empêchera pas nos militants de travailler aux groupes de bases de la S.I.A. pour la solidarité contre la répression.

La tâche de solidarité matérielle est importante, mais elle est insuffisante, il faut lutter contre les causes de la répression stalinienne et bourgeoise. Cette lutte contre les causes domine par sa portée la lutte contre les conséquences. Sur les buts à atteindre, les moyens de la mener, les divergences sont innombrables, les divisions multiples dans les rangs de ceux qui se prétendent révolutionnaires, mais en réalité, aucun pansement sur la plaie ne portera d'effet durable tant que nous n'aurons pas la force de tuer le malade — le stalinisme, le capitalisme — qui produit la plaie. Ecarter la question pour rester unis est un produit de la politique de l'autruche, nous pouvons fort bien être unis pour panser les plaies tout en cherchant à tuer le mal.

Là se pose la question du programme seul, donne la possibilité de développement durable et de force, le programme doit correspondre aux intérêts et aux besoins réels de la classe ouvrière. C'est ce programme que cherchent et veulent un nombre croissant d'ouvriers révolutionnaires qui se détachent du stalinisme, ils sont prêts à la solidarité avec les victimes, mais ils veulent à tuer le mal.

Nous verrons dans le prochain numéro que la commission d'enquête sera constituée.

NOTRE PRÉSENT PROGRAMME  
Tous les jours de 8 heures à 10 heures  
36, rue de Châteauneuf  
Le Parti Communiste Internationaliste dé-

colle  
camar  
pour ch  
teaux, pa  
clamant de  
moyens prati  
sur le plan loca  
sans direction ré  
à « L'Humanité »  
Cachin parle  
Nationale  
ère pour une action de m  
responsable stalinien ou so  
à tuer les ouvriers à la  
des dirigeants  
des Jeunesses Com-  
accroche au pas-  
« On  
nos  
pas  
(les  
ouvriers,  
une ac-  
répond  
ne  
pour  
des  
ceux qui  
ont été  
d'ouvrier  
ceux qui  
ont été  
d'ouvrier  
ceux qui  
ont été  
d'ouvrier



Dimanche sur le marché de Puteaux

# Les OUVRIERS CHASSENT les FASCISTES

Les membres du P.C.I. suscitent l'initiative des travailleurs.

Les responsables du P. C. freinent la combativité ouvrière et prêchent le calme.

## Vente d'un torchon fasciste sur le marché de Puteaux

**D**IMANCHE 20 février, au matin, une cinquantaine de P.S.F. occupaient les trottoirs du boulevard Richard-Wallice, à Puteaux, gueulant leur torchon dans les oreilles des travailleurs malheureusement surpris par leur audace.

Le bruit de cette provocation fasciste se répand rapidement sur le marché. Les ouvriers arrivent par petits paquets vers le boulevard, vendeurs de « l'Humanité », du « Populaire », du « Libertaire » et nos camarades de « la Commune ».

Ils sont là, par petits groupes. Beaucoup en chapeau mais aussi, hélas, quelques pros. Un copain reconnaît dans leurs rangs un gars de chez Renault.

On se contente de hurler le nom de son journal pour couvrir les voix fascistes.

L'énervement des travailleurs grandit ; leur voix est péniblement contenue mais pas un d'eux ne prend une initiative efficace. Passer la vermine Croix-de-feu de Puteaux sans une organisation se révolte. La classe ouvrière n'a envisagé les moyens de lutte contre le fascisme que dans la lutte, et ils se sentent désarmés, désorganisés, désorientés.

On écrit des lettres ouvertes au syndicat professionnel, on écrit aux Volontaires, on ne peut pas évidemment mobiliser la classe ouvrière dans la situation actuelle. C'est une bataille.

chainés contre le groupe de crapules qui est venu les narguer dans leurs murs.

## Activité de nos camarades

C'est à notre groupe de révolutionnaires d'organiser la leçon que les ouvriers brûlent d'infliger aux croix-de-feu. Une tactique s'élabore rapidement sur le trottoir. Bientôt les coups pleuvent drus sur les crânes des brutes fascistes. L'exemple est donné. Tous les ouvriers présents se jettent courageusement dans la bagarre : communistes, anarchistes, socialistes. Les jeunes, en particulier, font preuve d'une combativité enthousiasmante.

« Fascistes assassins ! Fascistes assassins ! » Un de nos camarades a lancé le cri, repris par plusieurs centaines de bouches.

Protégés par la « Police républicaine », les fascistes se replient vers le pont de Puteaux, poursuivis par les travailleurs. Dans un angle de boutique, un des leurs se relève avec un peu de sang au front. Aidé des policiers, le responsable stalinien local Frejabue intervient pour arrêter l'élan des ouvriers qui sentent que c'est une bataille de classe qu'ils mènent là. C'est sérieux comme une grève.

« Du calme, camarades, clame le bureaucrate. Dispersez-vous ! ». Des huées montent des rangs ouvriers qui l'entourent.

Un travailleur « trotskyste » s'écrie : « Et en Allemagne, et en Italie, et en Espagne, ont-ils pitié des ouvriers désarmés qui leur tombent au bout du fusil ? Ils les écrasent comme des chiens. Ce n'est pas ça la « démocratie prolétarienne », c'est la liberté pour les travailleurs et la dictature ouvrière pour les classes dirigeantes et leurs chiens de garde fascistes. Nous sommes 100 contre un ? Tant mieux ! Demain le rapport de force peut être en leur faveur, ils ne nous feront grâce de rien. A bas les assassins d'ouvriers ».

## 'a frousse de ces fascistes

« On le fouille, il a des armes », crient les fascistes. « Non, pas la police, nous avons de la confiance dans la police qui nous a libérés en grève des entrepreneurs. Mais le policier, pour donner l'exemple (ou fait semblant), le fasciste... »

« Une fois, un groupe d'ouvriers a été attaqué par des fascistes protégés par la police ».

« Les communistes ont combattu les fascistes, les trotskystes, les anarchistes, les socialistes, les agents de la police. A l'heure, nos camarades ont combattu, certains, des plus braves. Les communistes se sont battus à la lutte, mais ils ont été vaincus. Les communistes ont un rapport complet avec la politique, mais ils sont hostiles à leurs dirigeants et à leur action révolutionnaire. »

« On ne se dresse pas contre lui ses propres camarades de Parti. Les jeunes communistes doivent demander maintenant des comptes à leurs dirigeants sur les... »

« agents de la Gestapo ». Mais la leçon la plus claire pour tous les travailleurs : Il n'y a plus de Parti révolutionnaire capable d'entraîner la classe ouvrière dans ses luttes.

C'est notre « poignée » de trotskystes qui a été appelée à jouer le rôle de l'organisation révolutionnaire. Elle a montré comment elle entend que le nouveau Parti, la IV<sup>e</sup> Internationale se conduisent vis-à-vis de la classe ouvrière, comment les ouvriers doivent « tendre la main » aux fascistes. Mais nous avons tous fait l'expérience aussi que la combativité n'est pas morte dans les rangs ouvriers. La classe ouvrière possède un grand courage, une formidable volonté de combat qui ferait explosion si les digues du stalinisme et du réformisme ne l'étouffaient.

## La leçon de la bagarre

La leçon, c'est aussi la responsabilité criminelle des organisations ouvrières locales qui bavardent sur la lutte antifasciste, versent des pleurs sur les cadavres d'enfants espagnols, mais n'a rien fait, rien préparé, rien organisé pour la lutte antifasciste sur le seul plan de la commune de Puteaux.

Vos comités de Front populaire sont des postes de freinage, vous y préparez l'étouffement de la volonté de lutte des travailleurs mais à aucun moment l'organisation de leurs combats.

Dès maintenant, les ouvriers révolutionnaires de Puteaux doivent imposer à leurs dirigeants la création d'une milice ouvrière de défense antifasciste, dans laquelle tous les ouvriers révolutionnaires seraient admis sans distinction de Partis ou de tendance.

Si une Milice de Défense antifasciste avait existé à Puteaux, nous n'aurions pas eu à déplorer quelques coups très rudes encaissés par nos camarades, nous n'aurions pas vu des ouvriers se battre entre eux parcequ'ils se prenaient mutuellement pour des fascistes, nous n'aurions pas eu une minute d'hésitation parceque la classe ouvrière se sentait désarmée, sans direction.

Les fascistes reviendront certainement à Puteaux plus forts, mieux préparés. Aujourd'hui, ils n'avaient que leurs poings et quelques matraques. Mais ils n'abandonneront pas toujours leurs mitrailleuses dans le bois de Vincennes. Les Duseigneur, La Rocque, Doriot préparent l'heure de l'écrasement sanglant des travailleurs. Organiser la lutte contre eux avec les moyens nécessaires n'est pas une « provocation », c'est un devoir sacré pour la classe ouvrière.

Les provocateurs ce sont les pseudo-chefs ouvriers qui exigent des travailleurs qu'ils supportent sans colère et sans rage les « provocations » sanglantes du fascisme au nom de l'union des Français, au nom de l'Union sacrée pour la prochaine guerre impérialiste.

C.C. — Dimanche 27 février, lieu habituel.

\*\*\*

Assemblée d'information de la Région parisienne. Un rapport sur l'Espagne.

\*\*\*

La date de la journée d'étude primitivement fixée au 20 février, puis reculée, sera fixée ultérieurement.